



## **RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### **MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**

---

#### **Réaménagement et réhabilitation thermique des bâtiments Stendhal F et H**

---














Date et heure limites de réception des offres :

1<sup>er</sup> avril 2026 à 16:00

N° du RC : 25TXM030

**Université Grenoble Alpes**  
Direction générale déléguée patrimoine aménagement  
et transition énergétique  
CS 40700  
38400 Saint Martin d'Hères

## L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	<b>Objet</b>	Réhabilitation thermique des bâtiment Stendhal F et H Domaine universitaire
	<b>Mode de passation</b>	Procédure adaptée ouverte
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Nombre de lots</b>	12
	<b>Délai de validité des offres</b>	150 jours
	<b>Forme de groupement</b>	Groupement conjoint avec mandataire solidaire
	<b>Variantes</b>	Sans
	<b>PSE</b>	Défini par lot
	<b>Clauses sociales</b>	Avec
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot
	<b>Négociation</b>	Avec
	<b>Visite sur site</b>	Visite obligatoire

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation .....	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation .....	4
1.3 - Type et forme de contrat .....	4
1.4 - Décomposition de la consultation .....	4
1.5 - Nomenclature.....	5
1.6 - Réalisation de prestations similaires .....	5
2 - Conditions de la consultation .....	5
2.1 - Délai de validité des offres.....	5
2.2 - Forme juridique du groupement.....	5
2.3 - Variantes .....	5
2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles .....	5
2.5 - Développement durable .....	6
3 - Les intervenants.....	7
3.1 - Maîtrise d'œuvre .....	7
3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier .....	7
3.3 - Coordination des systèmes de sécurité incendie.....	7
3.4 - Contrôle technique.....	7
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	8
4 - Conditions relatives au contrat .....	8
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution .....	8
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	8
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	8
5 - Contenu du dossier de consultation .....	8
6 - Présentation des candidatures et des offres .....	9
6.1 - Documents à produire.....	9
6.2 - Visites sur site.....	12
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	12
7.1 - Transmission électronique .....	12
7.2 - Transmission sous support papier .....	14
8 - Examen des candidatures et des offres .....	14
8.1 - Sélection des candidatures.....	14
8.2 - Attribution des marchés.....	14
8.3 - Suite à donner à la consultation.....	14
9 - Renseignements complémentaires.....	15
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact .....	15
9.2 - Procédures de recours .....	15

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Réaménagement et réhabilitation thermique des bâtiment Stendhal F et H Domaine universitaire

Lieu(x) d'exécution :

Bâtiment Stendhal F et H

1180 rue des universités

38400 Saint-martin-d'hères

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

## 1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

## 1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 12 lots :

Lot(s)	Désignation
1	Désamiantage
2	Démolition gros-œuvre
3	Menuiserie extérieure bois/aluminium - store
4	Doublage - cloison - Plafond
5	Peinture intérieure
6	Menuiserie intérieure bois
7	Revêtement de sol souple
8	Carrelage - faïence
9	Chauffage - ventilation - sanitaire
10	Électricité - courants forts - courants faibles
11	VDI
12	Intégration audiovisuel

La présente consultation ne concerne pas le lot 11 “ VDI ” ni le lot 12 « Intégration audiovisuel ». Ces deux lots seront passés via un marché subséquent à leur accord-cadre respectif conclu en amont par l’Université Grenoble Alpes.

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

## 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Lot(s)	Code principal	Description
1	45262660	Travaux de désamiantage
2	45223220-4	Travaux de gros œuvre
3	45421000-4	Travaux de menuiserie extérieure
4	45421141-4	Travaux de cloisonnement
5	45442100-8	Travaux de peinture
6	45421000-4	Travaux de menuiserie
7	45432111-5	Travaux de pose de revêtements de sols souples
8	45431000-7	Carrelages
9	45331000-6	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation
10	45310000-3	Travaux d'équipement électrique

## 1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

# 2 - Conditions de la consultation

## 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 150 jours à compter de la date limite de réception des offres.

## 2.2 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

## 2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

## 2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles

Les candidats ont l'obligation de faire une proposition pour chacune des prestations supplémentaires éventuelles suivantes :

Lot(s)	Code	Libelle	Description
2	PSE 01	Réfection complète Bibliothèque	Cette PSE comprend la dépose du sol textile existant et le rabotage de chape.
2	PSE 02	Réemploi - PEMD	Dépose soignée menuiserie extérieure et réemploi par entreprise spécialisée

3	PSE01	Plus-value vitrage à contrôle solaire	Chiffrage en plus-value pour le remplacement du vitrage décrit en base par un vitrage à contrôle solaire.
4	PSE 01	Réfection complète bibliothèque	Réalisation de la pose et de l'incorporation des huisseries des menuiseries intérieures dans les cloisons en plaques de plâtre.
5	PSE01	Réfection complète bibliothèque	Cette prestation comprend :  Peinture sur cloison et doublage en plaques de plâtre Peinture sur parements bois Peinture sur éléments linéaires bois
6	PSE 01	Réfection complète bibliothèque	Cette prestation comprend : Porte pleine 90 acoustique 37 dB - serrure à cylindre Châssis fixe acoustique 30dB - 0.56 x h = 1.00 m Châssis fixe acoustique 30dB - 1.50 x h = 1.00 m Butée de porte Plaque de signalisation bureau et locaux accessibles au public Plinthe Banque accueil bibliothèque
6	PSE 02	Banc d'assise	Fourniture et mise en oeuvre de banc, comprenant : Piétement en acier, suivant détail de l'architecte Tubes en acier permettant la solidarisation entre 2 piétements Assise en plateau lamellé collé, vissée sur l'ossature acier, de dimensions 500 x 50 mm Y compris forme d'arrondi de l'assise, suivant plans architecte.
7	PSE 01	Réfection complète bibliothèque sol textile	Cette prestation comprend : Chape Enduit de lissage Revêtement de sol textile Barre de seuil
9	PSE 01	Brasseurs d'airs	Afin d'améliorer le confort d'été, il est prévu en prestation supplémentaire éventuelle d'équiper tous les bureaux, salles de cours et salles de réunion de brasseur d'air (ventilateur de plafond).

L'absence de ces prestations dans l'offre du candidat rendra cette dernière irrégulière et imposera son rejet.

## 2.5 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social :

Pour les lots 2 à 10, l'entreprise titulaire du marché devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter les heures d'insertion annuelles selon les modalités décrites en annexe 1 du CCAP. Le suivi de cette clause est réalisé par le Service Ressource et Développement pour l'Emploi de Grenoble Alpes Métropole.

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental :

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable indiqués dans le référentiel Qualité Environnementale et Sanitaire (QES) dans le cadre de l'exécution des prestations.

### 3 - Les intervenants

#### 3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

- CHABAL Architectes Mandataire  
8 rue Charles Testoud - 38000 GRENOBLE
- MINOS Group : Désamiantage  
3 rue des Pins - 38 100 Grenoble
- SORAETEC : BET Structure  
Le Rayon Vert - 2 rue de la Viscose - 38 130 Echirolles
- CET : BET Fluides  
47 chemin de la Taillat - 38 240 Meylan
- EURL PE2C : Economiste  
415c rue Paul Bert - 38 140 Izeaux
- CANOPEE : HQE  
47 chemin de la Taillat - 38 240 Meylan
- EAI : Acoustique  
22 rue Ludovic Bonin - 69 200 Venissieux
- H2MPC : VRD  
Le Mollard - 38 700 Le Sapey en Chartreuse
- PROMAN : OPC  
27 allée Albert Sylvestre - 73 000 Chambéry

La mission de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage est DIA + BASE + EXE.

#### 3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par :

PROMAN  
27 allée Albert Sylvestre  
73 000 Chambéry

#### 3.3 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par :

CET  
49 bld des Alpes  
38240 Meylan

#### 3.4 - Contrôle technique

Le nom et les coordonnées du contrôleur technique sont :

Bureau Véritas  
M. Pierre SIBUE  
Techniparc  
395, rue Docteur Marmonnier  
ZI de la Grande Ile  
38190 VILLARD-BONNOT  
pierre.sibue@bureauveritas.com

### 3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Le nom et les coordonnées du SPS sont :

APAVE  
M. Francisco ALEXANDRE  
16 AVENUE DE GRUGLIASCO  
38431 ECHIROLLES  
francisco.alexandre@apave.com

## 4 - Conditions relatives au contrat

### 4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

### 4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : CPER XV

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement formalisé auprès de l'attributaire pressenti.

### 4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

## 5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe relative à l'insertion sociale
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun et le CCTP de chacun des lots
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) propre à chaque lot
- Le tableau des surfaces
- Le dossier amiante
- Le calendrier prévisionnel d'exécution
- Le diagnostic PEMD
- La notice acoustique
- La notice accessibilité
- Le PIC
- PGC
- DOE étanchéité
- Commission de sécurité
- ALEC Note\_QAI\_UGA\_ 2018 05 v5
- Notice structure
- Notice HQE PRO



- Notice DOE v3
- Pièces graphique de la MOE (archi, BE CVC Fluides, BE Elec, BE structure)
- RICT
- RAATS
- Annexe 1 au RC - Attestation sur l'honneur relative aux interdictions de soumissionner
- L'attestation de visite
- DC2 - Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement
- DC1 - Lettre de candidature
- Pour chacun des lots, le cadre de réponse portant sur :
  - ✓ La note méthodologique technique du chantier
  - ✓ L'organisation des moyens humains affectés au chantier par corps d'état
  - ✓ Les mesures mises en place pour le suivi de la qualité des travaux
  - ✓ Les mesures environnementales dans le cadre de l'exécution des travaux

Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable gratuitement à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Une fois sur la page, vous devrez suivre les étapes suivantes :

- 1/ Sur l'écran d'accueil sélectionner l'onglet "recherche avancée"
- 2/ Puis sélectionner l'onglet "recherche d'une procédure multicritères"
- 3/ Ensuite dans l'onglet entité publique sélectionner "Établissements et organismes de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (75005 Paris)"
- 4/ Puis dans l'onglet déroulant qui apparaît sélectionner EOESRI / UGA - Université Grenoble Alpes

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 6 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Niveaux minimums exigés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre	Pour le lot 1 : 140 000 € de chiffre d'affaires minimum moyen sur les 3 dernières années	Non

d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	<p>Pour le lot 2 : 600 000 € de chiffre d'affaires minimum moyen sur les 3 dernières années</p> <p>Pour le lot 3 : 2 000 000 € de chiffre d'affaires minimum moyen sur les 3 dernières années</p> <p>Pour le lot 4 : 600 000 € de chiffre d'affaires minimum moyen sur les 3 dernières années</p> <p>Pour le lot 5 : 400 000 € de chiffre d'affaires minimum moyen sur les 3 dernières années</p> <p>Pour le lot 6 : 400 000 € de chiffre d'affaires minimum moyen sur les 3 dernières années</p> <p>Pour le lot 7 : 390 000 € de chiffre d'affaires minimum moyen sur les 3 dernières années</p> <p>Pour le lot 8 : 70 000 € de chiffre d'affaires minimum moyen sur les 3 dernières années</p> <p>Pour le lot 09 : 1500 000 € de chiffre d'affaires minimum moyen sur les 3 dernières années</p> <p>Pour le lot 10 : 800 000 € de chiffre d'affaires minimum moyen sur les 3 dernières années</p>	
---	---	--

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années	Non
Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Pour le lot 01 : 1552 : travaux de désamiantage	Non
Pour le lot 02 : Qualibat 1112 : Démolition - déconstruction (Technicité confirmée)	Non
Pour le lot 03 : Qualibat 3511 : Fourniture et pose de menuiseries extérieures en maison individuelle, petit collectif et petit tertiaire	Non
Pour le lot 04 : Qualibat 4112 - Plâtrerie (Technicité confirmée)	Non
Pour le lot 05 : Qualibat 6111 - Peinture et ravalement (Technicité courante)	Non
Pour le lot 06 : Qualibat 4322 - Fabrication et pose de menuiserie intérieure en bois (Technicité confirmée)	Non

Pour le lot 07 : Qualibat 6223 - Revêtements résilients (pvc, caoutchouc, linoléum et assimilés) (Technicité supérieure)	Non
Pour le lot 08 : Qualibat 6311 - Carrelages - revêtements (Technicité courante)	Non
Pour le lot 09 : Qualibat 5312 : Réalisation des systèmes de ventilation mécanique contrôlée, simple ou double flux, en habitat individuel, collectif ou autre bâtiment de surface de plancher supérieure à 1000 m <sup>2</sup> Qualibat 5112 : Installation de plomberie sanitaire pour des bâtiments sans surpresseur supérieurs à 1000 m <sup>2</sup>	Non
Pour le lot 10 : Qualifelec MGTI : Installation courants forts moyen gros tertiaire industrie Qualifelec CFMGTI 3 : Installation courants faibles moyen gros tertiaire industrie	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
Le cadre de réponse complété, portant notamment sur : - les éléments administratifs - les éléments financiers - les éléments techniques constituant l'offre du candidat portant sur : <ul style="list-style-type: none"> <li>La note méthodologique technique du chantier</li> <li>L'organisation des moyens humains affectés au chantier par corps d'état</li> <li>Les mesures mises en place pour le suivi de la qualité des travaux</li> <li>Les mesures environnementales dans le cadre de l'exécution des travaux</li> </ul>	Non
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) <i>Nb : la DPGF doit être entièrement complétée.</i>	Non
Le certificat remis signé par le pouvoir adjudicateur lors de la visite des locaux	Non

**Dans la mesure du possible, il est demandé aux candidats de remettre les pièces financières et les cadres de réponses aux formats excel et/ou word.**

**Concernant les quantités mentionnées dans la décomposition du prix global et forfaitaire, il appartient aux candidats, le cas échéant, de signaler au pouvoir adjudicateur via le profil acheteur mentionné ci-dessus les différentiels de quantités qu'ils ont constatés afin que le pouvoir adjudicateur puisse procéder aux modifications éventuelles des quantités ou bien modifier eux-mêmes les quantités. Il est à noter que les quantités de la DPGF n'ont aucune valeur contractuelle.**

En cas de contradiction entre une/plusieurs clause(s) contenue(s) dans d'éventuelles conditions générales de vente remises par le candidat dans son offre et les clauses établies par l'UGA, ces dernières prévalent.

L'acte d'engagement ne sera pas remis au moment du dépôt de l'offre, il sera complété et signé par l'attributaire pressenti.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## **6.2 - Visites sur site**

**Une visite sur site est obligatoire pour les deux lots. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.**

Les conditions de visites sont les suivantes :

Dates de visite programmées :

- Lundi 9 mars à 8h30
- Lundi 9 mars à 13h30
- Mardi 10 mars à 13h30
- Mercredi 11 mars à 13H30

Modalités pour s'inscrire aux visites programmées :

[dgdpat-immobilier@univ-grenoble-alpes.fr](mailto:dgdpat-immobilier@univ-grenoble-alpes.fr)

[christophe.beyer@univ-grenoble-alpes.fr](mailto:christophe.beyer@univ-grenoble-alpes.fr)

En cas de difficultés pour se rendre disponible à ces dates, une autre de visite exceptionnelle pourra être envisagée en envoyant une demande écrite aux 2 adresses précédemment indiqués.

## **7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis**

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### **7.1 - Transmission électronique**

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse mentionnée précédemment à l'article "contenu du dossier de consultation".

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Le pouvoir adjudicateur recommande fortement aux candidats de n'utiliser que des caractères alphanumériques lors du nommage de leurs fichiers et d'éviter l'utilisation de caractères spéciaux (accents, tirets, apostrophes, slash...) au risque d'engendrer un dysfonctionnement lors du téléchargement de votre pli.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Adresse postale :

Université Grenoble Alpes  
Direction des Achats  
Service de la Commande Publique  
CS 40700  
38058 GRENOBLE Cedex 9

Adresse physique :

Université Grenoble Alpes  
Direction des Achats  
Service de la Commande Publique  
Bâtiment A Stendhal bureau A004B  
1180 rue des universités  
38400 Saint-Martin-d'Hères

Les copies de sauvegarde pourront être réceptionnées du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format PAdES.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue pourra être transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



**Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite**

## 7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

# 8 - Examen des candidatures et des offres

## 8.1 - Sélection des candidatures

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

## 8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0
2-Valeur technique	60.0
2.1-Sous-Critère 1 : Pertinence de la note méthodologique	25.0
2.2-Sous-Critère 2 : Organisation des moyens humains affectés au chantier par corps d'état	10.0
2.3-Sous-Critère 3 : Pertinence des mesures mises en place pour le suivi de la qualité des travaux et la sécurité	20.0
2.4-Sous-critère 4 : Pertinence des mesures environnementales dans le cadre de l'exécution des travaux	5.0

Les cadres de réponse donnent le détail des sous-sous critères.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

## 8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Le pouvoir adjudicateur transmettra à ce candidat l'acte d'engagement, pour signature électronique (de préférence au format PAdES) ou à défaut pour signature manuscrite.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

## 9 - Renseignements complémentaires

### 9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Durant la procédure de passation, tous les échanges et toutes les communications entre les candidats et le pouvoir adjudicateur se feront sur ce profil acheteur.

- Jusqu'à la date limite de remise des offres : les échanges se font via l'adresse mail renseignée lors du retrait du DCE et/ou lors du dépôt d'une question adressée au pouvoir adjudicateur.

- A compter de la date limite de remise et des offres : les échanges se font via l'adresse mail renseignée lors du dépôt de l'offre et/ou précisée dans le cadre de réponse.

Les candidats sont donc invités à enregistrer une adresse mail régulièrement consultée.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### 9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Grenoble

2 place de Verdun

BP 1135

38022 GRENOBLE CEDEX 1

Tél : 04 76 42 90 00

Télécopie : 04 76 51 89 44

Courriel : [greffe.ta-grenoble@juradm.fr](mailto:greffe.ta-grenoble@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Grenoble

2 place de Verdun

BP 1135

38022 GRENOBLE CEDEX 1

Tél : 04 76 42 90 00

Télécopie : 04 76 51 89 44

Courriel : [greffe.ta-grenoble@juradm.fr](mailto:greffe.ta-grenoble@juradm.fr)

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif régional de règlement amiable des litiges

DIRECCTE-CCIRA  
3 rue de la charité  
69268 Lyon CEDEX 02